



GNDR
Global Network of Civil Society
Organisations for Disaster Reduction

LIVRE DE RECETTES DE COHÉRENCE : RENFORCER LA RÉSILIENCE DE MANIÈRE INTÉGRÉE

LES INGRÉDIENTS ET LES RECETTES PERMETTANT
AUX ORGANISATIONS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE D'ASSURER
LA RÉDUCTION DES RISQUES DE CATASTROPHE,
LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET L'ADAPTATION
AU CHANGEMENT CLIMATIQUE SONT ABORDÉS
DE MANIÈRE COHÉRENTE

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----|
| ○ ACRONYMES | iii |
| ○ INTRODUCTION | 1 |
| ○ QU'Y A-T-IL DANS CE LIVRE DE RECETTES ? | 2 |
| ○ À QUOI RESSEMBLE LA COHÉRENCE AU NIVEAU LOCAL ? | 3 |
| ○ COMMENT LES INGRÉDIENTS CLÉS ET LES RECETTES ONT-ILS ÉTÉ CRÉÉS ? | 4 |
| ○ RÔLES DES OSC DANS LE RENFORCEMENT COHÉRENT DE LA RÉSILIENCE | 5 |
| ○ IMPORTANCE DE LA COHÉRENCE VERTICALE : COMPRENDRE LE CONTEXTE POLITIQUE | 8 |
| ○ INGRÉDIENTS CLÉS DE LA COHÉRENCE | 10 |
| ○ QUELLES RECETTES UTILISENT QUELS INGRÉDIENTS CLÉS ? | 17 |
| ○ RECETTES DE COHÉRENCE - LES GRANDS CHEFS EN ACTION | 19 |

ACRONYMES

| | |
|---------------|--|
| ACC | Adaptation au changement climatique |
| ADSE | Anglican Development Services Eastern |
| ARDE | Association pour la réconciliation et le développement par l'anglais |
| BMZ | Ministère Fédéral Allemand de la Coopération et du Développement Économique |
| BRACED | Construction de la résilience et l'adaptation aux extrêmes climatiques et aux catastrophes |
| DD | Développement durable |
| FRC | Fonds de résilience communautaire |
| GE | Groupe d'entraide |
| GIDRM | Initiative mondiale sur la gestion des risques de catastrophe |
| GIZ | Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit GmbH |
| GNDR | Réseau mondial des organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes |
| GRC | Gestion des risques de catastrophe |
| GRCBC | Plan communautaire de gestion des risques de catastrophe |
| GRIDES | Groupes de pilotage de la gestion des risques et l'adaptation au changement climatique |
| HUJRA | Compréhension holistique pour une recherche et une action justifiées |
| ODD | Objectifs de développement durable |
| ONG | Organisation non gouvernementale |
| ONGI | Organisations non-gouvernementales internationales |
| OSC | Organisation de la société civile |
| PAM | Programme alimentaire mondial |
| PDI | Population déplacée à l'intérieur du pays |
| RRC | Réduction des risques de catastrophe |
| SAP | Systèmes d'alerte précoce |
| SDC | Coopération suisse au développement |
| SFDRR | Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe |

INTRODUCTION

Le Réseau mondial d'organisations de la société civile pour la réduction des catastrophes (GNDR) est un réseau volontaire d'organisations de la société civile, associations et individus qui sont engagés à travailler ensemble, à interagir avec des partenaires et autres parties prenantes pour augmenter la résilience communautaire et réduire les risques de catastrophe dans le monde. Récemment, nous avons lancé une série de livres de recettes, contenant des ingrédients clés et des recettes sur la façon de s'engager efficacement dans la réduction des risques de catastrophe (RRC). Voici notre deuxième livre de recettes, après le « Livre de recettes : Institutionnalisation d'une Gestion durable des risques de catastrophe de base communautaire (GRCBC) », il regorge d'ingrédients et de recettes clés pour une action *cohérente* en matière de réduction des risques de catastrophe, d'adaptation au changement climatique et de développement durable. Le mot *cohérence* est défini comme suit :

« Une approche, des processus et des actions visant à intégrer la mise en œuvre du Programme de développement durable, du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe, de l'Accord de Paris et du Nouvel agenda pour les villes, afin d'accroître l'efficacité, l'efficacité et la réalisation tant des objectifs communs que des objectifs spécifiques à chaque action. »¹

Il est très utile d'assurer la cohérence entre les divers cadres internationaux dont l'objectif est d'aider les pays à assurer une vie meilleure et plus résiliente aux populations du monde entier.

Pris individuellement, aucun de ces cadres ne tient compte de la gamme complète des chocs et des facteurs de risque qui pourraient toucher une collectivité. Pris ensemble, ils reflètent l'éventail des risques et des moyens d'y faire face pour assurer un développement durable. La coordination des mesures prises pour mettre en œuvre chaque cadre peut également contribuer à éviter les doublons, à maximiser les gains et à gérer les compromis. Comme chaque cadre cherche à « renforcer la résilience » et à gérer les risques en utilisant des calendriers, des centres géographiques, des échelles et des secteurs différents, la cohérence offre un moyen

de faire face à la complexité des défis du monde réel auxquels sont confrontés les gouvernements nationaux.

Alors que *cohérence* s'applique au fait de relier les cadres et les politiques au niveau institutionnel, *intégration* est souvent employé pour décrire le regroupement des activités au niveau local afin d'obtenir un impact maximal. Les organisations de la société civile (OSC) sont des acteurs importants à ce niveau. En raison de leur capacité à bâtir des ponts entre les différents acteurs locaux et institutionnels et à puiser dans différentes sources d'information et d'expertise, elles sont particulièrement bien placées pour prendre l'initiative d'intégrer une série d'activités afin d'assurer la cohérence de leur travail.

Ce livre de recettes, qui souligne le rôle des OSC dans le renforcement de la résilience, est soutenu par le Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) dans le cadre de son projet Initiative mondiale de gestion des risques de catastrophe (IMGRC), qui est mis en œuvre par la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH. Le projet IMGRC vise à renforcer la contribution allemande à l'amélioration de la gestion des risques de catastrophe dans le monde et à soutenir la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la RRC (SFDRR). L'IMGRC soutient des acteurs, choisis à l'avance, internationaux et nationaux, gouvernementaux et non gouvernementaux dans leur ambition de parvenir à la cohérence entre le SFDRR et l'Accord de Paris sur le climat, ainsi que the Agenda 2030 pour le développement durable et le Nouveau Programme pour les villes, en ce qui concerne la planification, la mise en œuvre et l'établissement de rapports sur la gestion des risques de catastrophe. Le projet identifie des exemples nationaux et infranationaux de cohérence réussie entre les programmes. Ce livre de recettes est basé sur le travail de terrain dans deux pays, les Philippines et le Mexique, et s'appuie sur plus de soixante-dix études de cas en Asie, Afrique et Amérique latine.

Nous sommes reconnaissants à tous ceux qui ont participé à la création de ce livre de recettes en proposant des recettes, en répondant à des documents de travail et en partageant les informations lors d'entretiens avec des répondants clés et de réunions de groupes de discussion.

1. Adapté de G. Pearn, « Notes d'orientation : Concepts et pratiques de cohérence ». Rédaction, novembre 2018. GIZ

QU'Y A-T-IL DANS CE LIVRE DE RECETTES ?

Ce livre de recettes présente une série de recettes pour renforcer la cohérence et souligne le rôle important que jouent les OSC dans ce processus. Les recettes sont adaptées aux études de cas provenant d'un large éventail de zones du monde entier qui illustrent la cohérence dans l'action. Ces études de cas révèlent un certain nombre de facteurs de succès - présentés ici comme ingrédients - utilisés par les OSC pour améliorer la cohérence lorsqu'elles travaillent sur la résilience à l'échelon local. Les parties qui suivent souligneront le rôle que jouent les OSC pour assurer la cohérence, ainsi que la relation unique qu'elles entretiennent avec les administrations locales. Ce livre de recettes comprend 11 recettes de chefs de cohérence dans des pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine.

DÉFINITION DES CONCEPTS

COHÉRENCE

Une approche impliquant des processus et des actions cherchant à intégrer les cadres internationaux pour la réduction des risques de catastrophe (RRC), l'adaptation aux changements climatiques (ACC) et le développement durable afin d'accroître l'efficacité, l'efficacité et la réalisation d'objectifs tant communs que particuliers à chaque domaine.

INTÉGRATION

L'application d'une approche cohérente au niveau communautaire, de manière à construire des moyens d'existence résilients.

MOYENS DE SUBSISTANCE RÉSILIENTS

Les moyens de subsistance résilients résultent à la fois de la résilience aux chocs et stress (« effets de retrospectifs ») et de l'indépendance des ménages et des communautés non seulement pour assurer et maintenir les moyens de subsistance, mais aussi pour les développer davantage (« faire des avancées »).²

2. Il n'existe pas de définition claire du concept de « moyens de subsistance résilients » ; mais ce document l'examine plus en détail : <https://www.refworld.org/pdfid/523ac7384.pdf>

À QUOI RESSEMBLE LA COHÉRENCE AU NIVEAU LOCAL ?

Des projets spécifiques portant sur la santé, l'agriculture, les moyens de subsistance, l'eau, l'assainissement et bien d'autres aspects de la vie communautaire permettent d'accomplir un travail très utile. Les programmes *intégrés* prennent en compte l'ensemble des besoins de la communauté : les risques auxquels elle est confrontée, les impacts du changement climatique, la pauvreté qu'elle vit et l'environnement naturel dans lequel elle vit. Ils adoptent une approche plus cohérente.

La collecte de bois de chauffage pour fournir du combustible de cuisson a conduit à la déforestation de la colline de Feri-Feri en bordure de Tillabéri, au Niger. Cela a entraîné une augmentation du ruissellement le long de la colline et des inondations qui en ont résulté. Une OSC locale a identifié de multiples causes profondes à ce problème, elle a donc adopté une approche intégrée pour le résoudre. L'OSC a collaboré avec la communauté, l'administration locale et d'autres OSC pour obtenir les droits fonciers et susciter un sentiment partagé d'appropriation de la colline. Pour ce faire, elle a collaboré avec tous les acteurs locaux pour reboiser et planter d'autres végétaux. Ensemble, ils ont également créé des moyens de subsistance dans l'élevage et formé des gens à la collecte durable du bois de chauffage. Ces activités ont permis de réduire les inondations et d'accroître la résilience des membres de la collectivité aux menaces futures. Les membres de la communauté ont des moyens de subsistance sur lesquels ils peuvent compter et l'environnement a retrouvé un état qui peut les protéger.

Ce travail au niveau local est appelé *cohérence horizontale*, à savoir l'articulation des actions liées aux différents cadres et objectifs. C'est important car c'est au niveau local que les cadres passent de la politique à l'action, transformant la vie et les moyens de subsistance des communautés. Cela passe par l'établissement d'une coopération entre les acteurs, la coordination des activités et la promotion de la collaboration grâce à l'établissement de partenariats et au travail en commun.

Outre la cohérence horizontale, il est également important d'établir un lien *vertical* entre l'action locale et les cadres, politiques et actions à l'échelle nationale, régionale et mondiale. Certaines recettes de ce livre l'illustrent. Les objectifs et les politiques peuvent circuler verticalement depuis les cadres internationaux jusqu'au niveau local pour influencer l'action. Les ressources peuvent également être acheminées au niveau local. Le savoir et le suivi locaux peuvent avoir des implications dans l'autre sens, remontant de l'échelle locale à l'échelle nationale et internationale. C'est la *cohérence verticale*. La création de moyens de subsistance résilients au niveau local dépend souvent de l'adoption de mesures de cohérence verticale, aussi bien qu'horizontale (voir « Importance de la cohérence verticale : comprendre l'environnement politique » p 8).

COMMENT LES INGRÉDIENTS CLÉS ET LES RECETTES ONT-ILS ÉTÉ CRÉÉS ?

Un certain nombre d'étapes ont conduit à la création de ce livre de recettes :

1. L'IRGRC a mené une première enquête sur la cohérence aux *niveaux institutionnel et national*, examinant comment la cohérence du Programme de développement durable, du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe et de l'Accord de Paris sur le changement climatique pourrait être recherchée en pratique dans les pays d'Asie et du Pacifique. Ils ont étudié la cohérence de la planification, de la mise en œuvre et de l'établissement de rapports aux niveaux local, infranational et national.
2. GNDR a mené une recherche documentaire pour produire un premier document de travail sur ce à quoi ressemble la *cohérence au niveau local*.
3. Le document de travail a été distribué à tous les membres de GNDR et à d'autres avec une invitation à contribuer par des études de cas reflétant des recettes de cohérence.
4. Une analyse a été effectuée sur les 73 études de cas reçues, afin de déterminer celles qui présentaient très clairement des exemples de cohérence.
5. Aux Philippines et au Mexique, des entretiens avec des informateurs clés et des groupes de discussion ont eu lieu. Ils ont fait participer différents acteurs tels que des dirigeants d'OSC, des responsables de la RRC, des responsables de la mise en œuvre de projets, des représentants d'élus locaux et des donateurs. Il s'agissait d'étudier plus à fond les expériences et les connaissances locales et nationales de manière à identifier les facteurs de succès et le rôle joué par les OSC.
6. Les résultats de l'analyse et du travail sur le terrain ont permis d'établir un document de travail. Ce document de travail relève les différents rôles que les OSC peuvent potentiellement jouer dans l'élaboration d'actions cohérentes dans différents cycles de gestion de projet. Il a été transmis à tous les auteurs des études de cas et aux membres de GNDR, en les invitant à fournir leurs commentaires au moyen d'un questionnaire.
7. La recherche, l'analyse et les consultations ont permis d'identifier un total de 19 ingrédients clés (facteurs de réussite communs figurant dans de nombreux exemples) et de 11 recettes qui illustrent la mise en pratique de ces ingrédients.

Tous les ingrédients ne se retrouvent pas dans toutes les recettes. Ils sont individuels et conçus pour répondre aux goûts de la communauté ! Un tableau à la page 17 résume les ingrédients qui apparaissent dans chaque recette, si vous êtes particulièrement intéressé par certains d'entre eux, vous pouvez donc aller directement aux recettes qui les présentent dans les pages suivantes.

RÔLES DES OSC DANS LE RENFORCEMENT COHÉRENT DE LA RÉSILIENCE

Les OSC ont des caractéristiques inhérentes qui en font des acteurs clés dans le renforcement de la résilience communautaire : il s'agit généralement d'organismes indépendants, ayant des liens étroits avec la base (principalement les communautés locales) et ayant les capacités et les liens nécessaires pour faciliter les échanges entre les groupes communautaires et les institutions gouvernementales. En raison de ces caractéristiques, parmi tant d'autres bien connues, les OSC jouent un rôle important dans le renforcement cohérent de la résilience dans tous les aspects du cycle d'un projet : des rôles spécifiques peuvent être assumés par les OSC dans le processus de planification, de mise en œuvre et de formation.

Beaucoup d'exemples mettent en lumière les actions des OSC en matière de cohérence locale et sont tirés du document de travail de GNDR intitulé « Rôles des OSC dans la cohérence » : ce bref document fournit de plus amples informations sur le sujet, et montre comment les OSC favorisent la cohérence par leur indépendance relative, capacités et ressources, et leur capacité à établir des ponts entre différents acteurs.

Les OSC jouent un rôle important dans les trois aspects du cycle du projet: planification, mise en œuvre et apprentissage. L'intégration dépend d'une approche cohérente à chaque étape de ces cycles, intégrant les mesures de réduction des risques aux plans de développement et de lutte contre le changement climatique : en reliant la politique gouvernementale au travail social, les OSC sont en mesure d'améliorer la durabilité des interventions gouvernementales et de favoriser leur résilience, tout en réduisant les tensions sociales.

Planification

Changer notre façon de planifier peut aussi contribuer à la cohérence. Les OSC peuvent jouer un rôle en recueillant des connaissances contextuelles, en établissant des liens entre différents facteurs de risque et en mettant en relation divers acteurs. Une planification cohérente devrait également permettre aux OSC d'accéder à l'information technique à partir de sources éloignées et tenir compte des contraintes sociales, culturelles et politiques. Les OSC jouent souvent un rôle particulier pour organiser les consultations communautaires et jeter des ponts entre les acteurs locaux.

Afin de planifier d'une manière qui contribue à la cohérence, il faut prendre le temps nécessaire pour mettre en évidence les avantages qu'il y a à intégrer tous les acteurs concernés et les convaincre que la réponse aux catastrophes ne doit pas être traitée séparément de la lutte contre la pauvreté. Les OSC engagées dans la planification sont parfois confrontées à des difficultés liées au manque d'appréciation, par leur personnels et leurs partenaires, des avantages de la RRC intégrée par rapport à l'accent mis sur la préparation et la réponse. Elles se heurtent parfois à une résistance vis-à-vis de la prise en compte des besoins des plus vulnérables et celle de la création de risques par le développement urbain, par exemple.

Par exemple, dans le district de Camara, à Bujumbura, Burundi, la construction non planifiée et l'extraction de sable et de cailloux pour la construction dégradent l'environnement et augmentent les risques d'inondation. Pour s'attaquer à ces problèmes, une OSC locale a recueilli des informations auprès de la communauté sur son mode de vie et ses priorités, puis elle a entrepris une analyse causale. Elle a organisé une consultation participative régulière en créant une plateforme, réunissant des organisations de jeunes et de femmes, ainsi que l'administration locale. Le groupe a organisé des activités de sensibilisation, de reboisement et de gestion des cours d'eau pour lutter contre les risques de catastrophe et la dégradation de l'environnement dans la région.

Rôle des OSC dans la cohérence de la planification des projets :

- Recueillir des informations locales et contextuelles
- Organiser des consultations participatives avec les acteurs locaux
- Accéder aux informations techniques et à distance
- Faire pression en faveur d'une RRC, d'une ACC et d'un développement durable intégrés
- Proposer des actions pour réduire la vulnérabilité
- Plaidoyer

Mise en œuvre

Pour assurer une mise en œuvre cohérente de l'action, il faut souvent aider, par le biais de formations, des acteurs des collectivités et administrations locales à acquérir des connaissances et compétences en matière de résilience intégrée. Les OSC jouent également un rôle dans l'identification des sources de financement auprès des institutions, des fiduciaires, des fonds, des ONG internationales (ONGI), etc. En outre, elles sont bien placées pour soutenir la mobilisation communautaire, l'établissement et la coordination de partenariats multipartites.

Une mise en œuvre efficace se traduit dans la pratique par le renforcement des capacités, l'accès aux ressources nécessaires et le renforcement de la durabilité en passant d'un financement de projet limité dans le temps à des programmes à long terme. L'action locale a souvent besoin d'être harmonisée avec les exigences des plans et contraintes externes et doit tenir compte des changements de gouvernance résultant de facteurs « externes » tels que des élections ou des modifications de la législation nationale affectant la planification et les priorités locales.

Dans la mise en œuvre de la RRC intégrée, les OSC font face à des difficultés résultant de leur propre manque de capacités, des capacités communautaires limitées, de la passivité et du fatalisme. Elles peuvent aussi avoir des difficultés à accéder aux ressources nécessaires et se heurter à des obstacles pour assurer la viabilité de leurs projets en raison du financement limité dans le temps. La bureaucratie et les contraintes de plans et exigences externes peuvent également influencer sur la mise en œuvre, tandis que des cycles électoraux courts peuvent perturber la mise en œuvre par des changements de personnel et de politiques au niveau des administrations locales.

Une OSC locale de Tshange, près de Victoria Falls au Zimbabwe, a par exemple réuni des groupes d'entraide dirigés par des femmes et des groupes du fonds de résilience communautaire dans une plateforme locale afin de partager financement et expertise. Elle a organisé, en faisant participer les autorités locales, des formations qui ont favorisé la génération de ressources locales et la cartographie participative des risques.

Grâce à ces formations, qui ont également porté sur l'amélioration de l'accès à l'eau et la promotion de la production alimentaire à l'aide de méthodes tenant compte des questions climatiques, les membres de la plateforme ont été en mesure d'organiser une action intégrée pour renforcer la résilience locale.

Rôle des OSC dans la cohérence de la mise en œuvre :

- Dispenser une formation pour sensibiliser les communautés locales et les élus locaux à la mise en œuvre cohérente de l'action
- Soutenir la mobilisation par la mise en relation des acteurs concernés
- Accéder aux ressources nécessaires à partir d'un large éventail de sources
- Construire des partenariats entre les acteurs locaux participants
- Coordonner l'action pour assurer la cohérence locale
- Plaidoyer

Apprentissage

L'apprentissage permet aux groupes d'adapter et d'améliorer leur travail par le suivi au niveau local, les consultations communautaires, la production de rapports et la réflexion pour alimenter les cycles de planification suivants. Ceci est particulièrement important dans les efforts de cohérence; la cohérence exige la participation d'un grand nombre d'acteurs provenant de différents secteurs, l'échange d'expériences est donc d'autant plus indispensable pour une recette réussie.

Pour y parvenir, les OSC doivent renforcer leur travail en tant qu'organisations apprenantes, en plus de leur travail militant. Elles devraient également promouvoir une plus grande ouverture à l'apprentissage au niveau des élus locaux et à d'autres niveaux : si les acteurs locaux ne sont pas réceptifs à l'apprentissage, cela peut limiter la capacité d'améliorer les étapes de planification et de mise en œuvre.

Les OSC peuvent également partager plus largement les enseignements tirés des actions locales pour soutenir l'intensification de la RRC intégrée et peuvent plaider pour que d'autres changent leur manière de mettre en œuvre la RRC. Bien que les besoins de financement des projets conduisent souvent à mettre l'accent sur les réussites plutôt que sur les leçons à tirer des difficultés et des échecs, ces derniers devraient être pris en compte dans le processus d'apprentissage.

Au Pérou, des groupes de gestion des risques et d'adaptation au changement climatique (GRIDES) sont actifs dans 12 sous-régions du pays. Ils favorisent l'apprentissage entre les organisations actives dans les domaines de la RRC, de l'ACC, du développement durable et du développement urbain, en renforçant, par des activités de formation, la résilience des moyens de subsistance au niveau local.

Rôle des OSC dans la cohérence de l'apprentissage :

- Assurer le suivi de la mise en œuvre locale
- Faciliter les analyses communautaires de la mise en œuvre
- Garantir une reddition de comptes et la transmission de rapports de manière approfondie
- Renforcer la participation à la mise en œuvre locale de la part de tous les acteurs concernés
- Offrir un apprentissage par les pairs
- Plaidoyer

IMPORTANCE DE LA COHÉRENCE VERTICALE : COMPRENDRE LE CONTEXTE POLITIQUE

Les OSC peuvent souvent jouer un rôle dans le renforcement de la cohérence verticale en collaborant avec les élus locaux pour mieux comprendre les contextes et les besoins locaux.

Les élus locaux malgré des capacités limitées, doivent souvent répondre à de nombreux plans et rapports exigés par les gouvernements nationaux. Cependant, leur capacité à travailler de manière cohérente et à renforcer leur résilience est souvent limitée par la pression exercée par le travail de préparation et de réponse aux catastrophes, ainsi que par de nombreux autres objectifs de développement. L'analyse des études de cas a révélé que les élus locaux ont souvent un accès limité aux connaissances locales sur les priorités et les possibilités de renforcement de la résilience : il a été constaté que les autorités locales ont tendance à se concentrer davantage sur les informations descendantes et ne peuvent accorder que peu de valeur aux connaissances locales. Les OSC peuvent relever ces défis en forgeant des relations positives et en développant la compréhension des structures et des processus de l'administration locale.

Elles peuvent jeter des ponts entre l'administration locale et les communautés et apporter une expertise et une formation précieuses.

Le rôle des OSC dans la cohérence verticale variera d'un endroit à l'autre en fonction de la qualité de la gouvernance locale et de son ouverture à s'engager avec les OSC. Dans certains cas, la gouvernance est très limitée ou très résistante à la société civile, de sorte que la portée est limitée. Dans d'autres, la gouvernance est plus développée et plus réactive, ce qui crée davantage d'occasions d'interaction pour les OSC.

Rôles des OSC dans la cohérence verticale :

- Développer des relations positives avec les élus locaux
- Promouvoir l'apprentissage au niveau local
- Fournir une expertise sur les priorités locales et des stratégies locales efficaces de renforcement de la résilience
- Fournir une formation sur les méthodes d'engagement et de travail avec les communautés.

Plusieurs recettes dans la partie suivante mettent en évidence l'importance de comprendre et de s'engager avec les acteurs politiques tels que les élus locaux. La recherche en profondeur menée dans deux pays, le Mexique et les Philippines, a révélé des contrastes dans les efforts déployés par les OSC pour renforcer la cohérence, mais aussi certaines similitudes dans les difficultés rencontrées.

Le travail de terrain a permis de constater qu'aux îles Philippines, des progrès considérables ont été accomplis dans l'élaboration de politiques et de lois qui englobent la RRC et l'intègrent, dans une certaine mesure, dans les politiques d'ACC et des ODD. La société civile est bien établie et active. Toutefois, la mise en pratique des politiques est entravée par les difficultés liées aux structures de planification et d'établissement de rapports qui poussent les élus locaux à se conformer aux mécanismes institutionnels existants, plutôt qu'à renforcer davantage la cohérence dans leur travail; en outre, les mauvaises relations entre les élus locaux, les OSC et les communautés entravent encore davantage la mise en œuvre effective de politiques cohérentes.

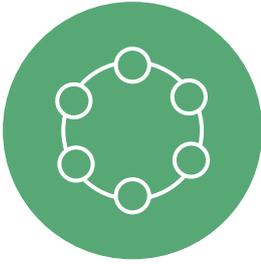
Les difficultés mises en lumière par le travail de terrain au Mexique sont, d'une certaine manière, plus profondes car les politiques et la législation sont plus limitées et fragmentées dans la structure complexe du droit général, fédéral et national. De plus, le gouvernement perçoit les OSC comme étant trop cloisonnées dans leurs mandats, ce qui les empêche d'atteindre la société civile d'une manière holistique. Certaines OSC parlent aussi du peu de possibilité pour apporter une contribution significative. Toutefois, certaines ont fait la remarque que de récents changements politiques, y compris l'affectation de nouveaux responsables de département ayant une expérience de la société civile, pourraient mener à une collaboration plus étroite entre le gouvernement et les OSC, selon l'espace accordé à la société civile, au milieu universitaire et aux processus internationaux pour façonner l'élaboration des politiques.

Le tableau ci-dessous expose les possibilités et les difficultés pour les OSC en matière de renforcement de la cohérence au Mexique et aux Philippines. Il récapitule les questions contextuelles liées à l'existence d'un environnement propice au renforcement d'une action cohérente, à l'état du secteur de la société civile en tant que force de changement, à l'accès aux ressources nécessaires, à la capacité de traduire la politique dans la pratique, au degré de collaboration nécessaire pour permettre la cohérence verticale et à l'engagement sous-jacent à l'Agenda 2030 de « n'oublier personne ».

| Environnement favorable | Philippines | | Mexique | |
|---|---|--|--|---|
| | Difficultés | Opportunités | Difficultés | Opportunités |
| Législation et structures | Complexité des structures internes de planification et des structures gouvernementales | Principes de RRC et d'ACC enchâssés dans la législation | Institutionnalisation limitée et fragmentée de la RRC et de l'ACC (droit général, droit fédéral et droit national distincts) | Engagement du nouveau gouvernement à l'égard des cadres internationaux |
| Un secteur des OSC fort | Faiblesse des relations entre les OSC et les élus locaux | Secteur et réseaux d'OSC bien développés | On ne fait pas confiance aux OSC locales et leurs capacités sont sous-évaluées. Le secteur privé est au contraire considéré comme un partenaire prioritaire par l'État, en partie en raison des ressources économiques qu'il apporte | Transition gouvernementale Partenariats avec le secteur privé |
| Appui en matière de ressources | Les élus locaux disposent de budgets limités pour la mise en œuvre intégrée des RRC/ACC/DD | Accès au financement international et au financement des ONGI | Budgets gouvernementaux limités et secteur des OSC sous-financé | Processus « zéro budget » de réaffectation des fonds dans le cadre de la transition gouvernementale |
| Traduire la politique dans la pratique | La mise en œuvre est axée sur l'intervention | L'exposition à des catastrophes fréquentes vient constamment rappeler la nécessité d'une action de la part de tous les groupes de la société | Accent sur la protection civile plutôt que sur la résilience | Le nouveau gouvernement est ouvert à de nouvelles idées : peut-être séparer la protection civile de la RRC, ACC et DD |
| Collaboration à l'échelle mondiale | La quantité de plans et d'objectifs nationaux et locaux conduit à mettre l'accent sur la conformité plutôt que sur la cohérence | Les OSC négocient la collaboration entre les acteurs à l'échelle locale, municipale, provinciale et nationale | Confiance limitée dans le gouvernement à l'échelle locale et nationale Engagement limité à l'égard des cadres internationaux | La contribution des acteurs académiques et de la recherche peut servir à influencer et professionnaliser les agents de l'État |
| N'oublier personne | La planification et l'action municipales s'occupent parfois des populations vulnérables en les réinstallant | Préoccupations du public au sujet de la pauvreté | Les groupes vulnérables comprennent les personnes exposées à l'insécurité et à la violence dans toutes les régions, et pas seulement celles qui vivent à des niveaux élevés de pauvreté | Intérêt du gouvernement national à l'égard de l'adoption des ODD |

INGRÉDIENTS CLÉ DE LA COHÉRENCE





Quels sont les facteurs de succès qui permettent aux OSC d'exercer efficacement leur rôle dans le renforcement de la cohérence ? Dix-neuf ingrédients clés, regroupés en six catégories, sont décrits ci-dessous.



UTILISATION DES SAVOIRS LOCAUX ET DES CONNAISSANCES EXTERNES

L'action locale intégrée dépend de la compréhension des contextes locaux et de l'utilisation d'autres connaissances pertinentes sur les risques auxquels la population est confrontée, les possibilités d'action et les ressources nécessaires pour faire une différence.

1^{er} ingrédient clé : Tenir des consultations participatives pour dresser un tableau complet de tous les facteurs affectant la collectivité

La cartographie participative des ressources, des capacités, des risques et de la vulnérabilité au moyen d'exercices et de consultations est un point de départ important pour la préparation de plans d'action intégrés. Elle identifie, à partir de toutes les sources, la totalité des caractéristiques de l'endroit et les risques qui le menacent, s'assure que la planification et les actions sont adaptées aux priorités et au contexte locaux, tient compte des capacités, des structures et des vulnérabilités locales, et intègre toutes ces informations comme base d'action.

2^e ingrédient clé : Faire un suivi-évaluation participatif pour améliorer l'action et assurer la reddition de compte aux communautés

Lorsqu'elles sont appliquées localement plutôt que simplement pour l'établissement de rapports externes, les activités participatives de suivi et d'évaluation sont des outils importants pour tirer des enseignements de l'action et l'améliorer. Elles sont particulièrement utiles pour mettre en évidence les actions qui fonctionnent bien, repérer les activités inattendues et novatrices, et corriger les activités qui dévient de leur objectif. Le suivi-évaluation est également important pour la reddition locale de comptes qui est essentielle pour établir et maintenir la confiance, l'engagement et la collaboration au niveau local entre des acteurs qui n'auraient peut-être pas travaillé ensemble auparavant.



PARTENARIAT, PLATEFORMES ET RÉSEAUX

3^e ingrédient clé : Rechercher et appliquer des connaissances externes

Les connaissances et expertise externes sont précieuses pour concevoir des programmes d'action intégrés, en particulier lorsqu'elles sont offertes de manière ouverte pour compléter les sources locales. Les idées novatrices provenant d'autres lieux, ainsi que des idées de solutions techniques pour s'attaquer aux causes sous-jacentes de la vulnérabilité qui affectent les populations locales, peuvent renforcer la capacité à prendre des mesures intégrées pour créer des moyens de subsistance résilients. Les connaissances peuvent provenir d'informations et de points de vue résultant d'échanges entre pairs, par exemple des réseaux et des plateformes, ainsi que d'universités et d'organismes internationaux. Les OSC doivent être en mesure d'évaluer la qualité de l'information externe afin de la juger utilisable et pertinente. Ce processus d'évaluation peut être réalisé en partenariat avec des établissements universitaires.

Les partenariats, plateformes et réseaux formels et informels permettent le partage d'informations et d'expériences, provenant de divers secteurs, entre tous les participants afin de renforcer leur travail et de s'exprimer d'une seule voix.

4^e ingrédient clé : Participer à des réseaux pour partager l'apprentissage et s'unir dans le plaidoyer pour le changement

Les réseaux rassemblent des personnes ayant une préoccupation commune, que ce soit au niveau local, national, régional ou mondial. Ils appuient l'action intégrée parce qu'ils permettent à des groupes individuels de faire partie de quelque chose de plus grand, d'apprendre les uns des autres et développer une compréhension et des idées communes. Ils facilitent également le plaidoyer en faveur d'un environnement favorable nécessaire à la cohérence d'une manière qui a plus de poids en raison de la puissance d'une voix unie.

5^e ingrédient clé : Forger des partenariats avec les acteurs locaux pour collaborer

Les partenariats relient entre eux, des groupes de personnes qui travaillent séparément à la réalisation des mêmes objectifs. Le fait de les rassembler pour coordonner et collaborer à la mise en œuvre conjointe facilite une action locale cohérente. L'établissement de partenariats dépend de l'élimination des obstacles liés aux méthodes de travail, à la langue, aux préférences et aux priorités, par exemple entre universitaires, experts et praticiens, ou entre différents groupes de la communauté. Les partenariats prospèrent lorsqu'il y a un effort délibéré pour établir la confiance et la compréhension. Les OSC sont souvent des « bâtisseurs de ponts » importants dans les partenariats.



SE CONCENTRER SUR « AVANCER D'UN PAS »

6^e ingrédient clé : Créer des espaces pour négocier et parvenir à un accord pour une action cohérente

Les espaces de négociation, tels que les plateformes, sont des points de rencontre utiles pour toute une série d'acteurs qui partagent une préoccupation commune mais qui peuvent avoir des priorités et des points de vue différents, voire concurrents. La création d'une plateforme ou la tenue d'un atelier est un ingrédient clé pour les rassembler et les amener à partager les diverses idées et préoccupations de ces acteurs. Les plateformes peuvent avoir à gérer des priorités et des perspectives concurrentes, et une partie de leur valeur réside dans le fait de permettre aux groupes de négocier les différences et même les conflits.

De nombreuses recettes de ce livre révèlent un lien étroit entre action cohérente, et « moyens de subsistance résilients » - « avancer d'un pas » plutôt que simplement « retomber sur ses pieds » - échapper au cycle des catastrophes, chocs et stress qui érodent les moyens de subsistance et les biens.

7^e ingrédient clé : Adopter une « approche paysagère » de l'évaluation des risques et des besoins

Par le biais d'évaluations participatives des risques communautaires, une « approche paysagère »³ évalue les risques dans l'ensemble du paysage dans lequel ils se manifestent, en reconnaissant les interdépendances entre les systèmes écologiques, politiques et socio-économiques. Des actions intégrées sont ensuite conçues grâce à la résolution collaborative des problèmes, à la planification d'actions conjointes et à la gestion adaptative. Le processus statue également sur les processus et les rôles pour gérer les compromis entre les différents éléments du paysage et assurer la durabilité à long terme ainsi que les avantages à court terme.

8^e ingrédient clé : Assurer l'appropriation par la communauté des activités aux étapes planification, mise en œuvre et apprentissage

Lorsque les membres de la communauté s'approprient les activités planifiées et mises en œuvre dans leur localité, la durabilité et les changements à long terme ont plus de chance de se produire. L'intégration des connaissances et des capacités locales dans toutes les activités contribue à renforcer l'appropriation communautaire des projets. Cet ingrédient contraste avec les approches externes qui cessent souvent une fois l'intervention terminée, faute de durabilité à long terme.

9^e ingrédient clé : Coordonner les ressources et les capacités pour permettre la mise en œuvre de programmes durables et à long terme

L'engagement en faveur de programmes à long terme est un élément essentiel pour mener une action intégrée et durable. Des délais prolongés permettent de renforcer l'appropriation locale, de tirer les leçons du

3. Cette approche, bien qu'elle ne soit pas nouvelle, a été récemment développée et appliquée par les membres de Partners for Resilience, et trouve son application dans la recette de Cadix figurant dans ce livre de recettes. Un résumé des sept étapes d'une approche paysagère est présenté à l'adresse suivante : <https://www.careneland.org/carexpertise/publication/a-landscape-approach-for-disaster-risk-reduction-in-7-steps/>



RESSOURCES POUR LA MISE EN ŒUVRE

suivi-évaluation continu des actions pour adapter ces actions et les améliorer, et permettre des changements d'attitudes et de comportements qui prennent souvent du temps. Les OSC jouent un rôle clé en facilitant la planification à long terme, l'engagement et les capacités, et en aidant à identifier les ressources pour soutenir le travail à long terme. Comme pour le 8^e ingrédient clé, cette approche contraste avec celle des interventions de projet à court terme, qui s'avèrent souvent d'une durabilité limitée.

10^e ingrédient clé : Établir une vision claire, partagée par l'ensemble des acteurs locaux

Les approches intégrées qui développent des moyens de subsistance résilients exigent une participation et des efforts soutenus et persistants de la part de tous les acteurs. Pour obtenir cet engagement, il est essentiel de réunir les parties prenantes dans le cadre de consultations et de réunions afin de créer, partager et s'approprier une vision d'ensemble du programme, de sa stratégie et de ses objectifs. La vision doit être clairement comprise et pertinente pour tous les participants, ce qui souligne encore l'importance de la développer en collaboration avec eux.

11^e ingrédient clé : Renforcer la résilience des options de moyens de subsistance plutôt que de simplement les restaurer ou les maintenir

Plusieurs recettes de ce livre mettent en évidence un objectif de passer de la réponse aux catastrophes à la recherche de moyens de subsistance résilients. Cet élément clé reflète la reconnaissance du fait que la réponse seule ne conduit pas à la réduction de la vulnérabilité ou à l'amélioration des moyens de subsistance, mais au mieux à la préservation du statu quo. Les gouvernements locaux et nationaux durement éprouvés limitent souvent leur soutien aux interventions d'urgence et les OSC jouent un rôle important en allant au-delà pour faciliter et coordonner la planification et l'action qui renforcent localement les moyens de subsistance et la sécurité, en réduisant la vulnérabilité des communautés et en augmentant leur prospérité.

La capacité d'obtenir des ressources est un facteur clé de succès dans la recherche de cohérence. La difficulté consiste souvent à obtenir des ressources qui ne sont pas liées à des projets et à des calendriers spécifiques, mais qui permettent plutôt de poursuivre une action locale cohérente à long terme.

12^e ingrédient clé : Établir des relations de financement à long terme avec des donateurs réceptifs

L'établissement de relations avec les institutions et les organismes en vue d'instaurer la confiance et la compréhension est un élément clé pour assurer la sécurité financière et d'autres ressources. De telles relations conduisent au soutien de programmes qui répondent à des besoins identifiés par la communauté plutôt qu'à l'imposition de projets conçus à l'extérieur. Les OSC sont des acteurs clés dans l'établissement de ces relations en raison de leur indépendance relative et de leur rôle d'intermédiaire. Cet ingrédient exige un investissement de temps dans la communication, l'interaction et l'établissement de relations avec les donateurs potentiels, mais se traduit souvent par un soutien à long terme pour l'établissement de moyens de subsistance résilients.

13^e ingrédient clé : Développer l'expertise pour diversifier le financement provenant des gouvernements, des bailleurs de fonds et des fondations

Une expertise particulière est nécessaire pour repérer la vaste gamme de possibilités de financement qui existent. Des fonds thématiques, liés par exemple à l'adaptation au changement climatique, peuvent être disponibles, et le développement des connaissances et de l'expertise nécessaires pour les identifier est un élément clé pour exploiter les ressources nécessaires à une action intégrée. Les OSC sont des acteurs clés dans le développement de cette expertise en raison de leur capacité à interagir avec les acteurs au niveau gouvernemental et institutionnel.



STRUCTURES ET RÉGLEMENTATIONS

Les OSC jouent un rôle dans l'établissement de relations entre les acteurs de la RRC, ce qui est important pour assurer la mise en place de structures et de réglementations qui facilitent la RRC, l'ACC et le développement durable. Comprendre ces structures et réglementations aux niveaux local et national, et s'y engager peut prendre beaucoup de temps et nécessiter une expertise spécialisée, mais c'est un facteur clé de succès pour une action cohérente.

14^e ingrédient clé : Encourager les organisations locales à jouer un rôle moteur dans la planification des actions et dans la coordination de leur mise en œuvre

Plusieurs recettes de ce livre illustrent l'importance d'établir des organisations formelles telles que des comités directeurs, des conseils d'administration, des groupes de concertation et des associations, à la fois localement et plus largement, pour coordonner la planification et l'action. En particulier là où la gouvernance locale est limitée, leur mise en place, à la fois à l'échelle locale et à une échelle plus large, est un élément clé pour relier les acteurs entre eux. Elle leur donne une identité et un statut qui leur permettent de s'engager auprès d'autres organisations et institutions telles que les autorités locales et nationales, les universités et les entreprises privées.

15^e ingrédient clé : Développer une compréhension et renforcer les relations avec les structures administratives locales

Les relations entre les organisations de la société civile et les élus locaux sont souvent un élément particulièrement important. Là où elles sont solides et positives, la compréhension et l'appui mutuels qui en résultent renforcent les progrès vers des moyens d'existence résilients. Cependant, les relations sont souvent faibles, ce qui entraîne un manque de compréhension et même de la méfiance.

Cela entrave les progrès et bloque l'accès aux ressources. L'établissement de relations dépend de la compréhension qu'ont les OSC des structures de l'administration locale, des pressions qu'elle subit de la part d'autres niveaux de gouvernement et des priorités concurrentes qu'elle doit équilibrer. Les OSC peuvent également encourager les élus locaux à comprendre et à apprécier leur rôle et leur pertinence, en brisant la suspicion et la méfiance.

16^e ingrédient clé : Collaborer avec le gouvernement et d'autres institutions pour établir des structures et des règlements qui encouragent les actions intégrées et l'établissement de rapports

Parfois, les structures et réglementations nécessaires (tels que des lois ou des services spécialisés) indispensables à la réduction des risques de catastrophe, à l'adaptation au changement climatique et au développement durable ne sont pas en place ou ne sont pas appropriées. Dans ce cas-là, il est essentiel de collaborer avec le gouvernement et d'autres institutions pour créer ou adapter les structures et les règlements nécessaires. Des mécanismes tels que des comités directeurs, des conseils d'administration et des associations, établis pour coordonner l'action, peuvent également permettre d'atteindre cet objectif.

17^e ingrédient clé : Identifier et établir des liens entre les actions locales cohérentes et les politiques et plans pertinents

Un élément clé pour obtenir une approbation et un soutien plus larges en faveur d'une action locale cohérente est de créer des liens clairs et constructifs avec les politiques et les plans existants au niveau local et à un niveau plus général. Pour ce faire, il faut connaître et comprendre les politiques et les plans relatifs aux catastrophes, au changement climatique et au développement. Ces plans et processus sont souvent multiples et exigent un investissement de temps et d'efforts, comme la réalisation d'un exercice d'analyse des politiques.



DEMANDE SOCIALE ET INFLUENCE POLITIQUE

Les OSC ont un rôle à jouer pour demander des comptes aux institutions afin de s'assurer que les besoins holistiques réels des plus marginalisés sont pris en compte. Un facteur clé de succès est la capacité d'organiser et de coordonner la demande sociale et de créer une influence politique pour les changements qui sont nécessaires à d'autres échelles de gouvernance.

18^e ingrédient clé : Faire entendre les voix locales par des activités de plaidoyer et de sensibilisation

Les voix, les connaissances et l'expérience locales témoignent de la nature intégrée du risque, mais elles ne sont souvent pas entendues au-delà de la localité. Communiquer les difficultés rencontrées par les groupes locaux, leurs priorités en matière de changement et leurs idées sur la façon de le faire est un ingrédient essentiel pour créer une influence politique en faveur du changement dans d'autres endroits et à d'autres échelles afin d'améliorer la vie et les moyens de subsistance de la communauté. Les OSC sont des acteurs clés dans la coordination de la communication pour le plaidoyer au niveau local par le biais de campagnes, d'événements et de publications.

19^e ingrédient clé : S'attaquer aux obstacles dans les structures législatives afin d'influencer le leadership politique et la reddition de comptes

Les structures législatives existantes aux niveaux local et national créent souvent des obstacles à un engagement efficace pour renforcer la résilience. Par exemple, les structures institutionnelles qui sont mises en place pour rendre compte séparément des différents cadres donnent souvent lieu à un certain nombre de plans différents au niveau local : cela surcharge les élus locaux qui n'ont souvent pas assez de ressources pour une consultation approfondie sur la mise en œuvre de ces plans.

Un investissement initial pour mettre en place une structure coordonnée qui fait participer l'ensemble de la société peut aider à relever ce défi. Les OSC devraient jouer un rôle pour changer ces structures, en se faisant le porte-parole d'une demande sociale et en utilisant les plateformes, réseaux et partenariats pour créer une voix unie qui milite efficacement pour les changements nécessaires.

QUELLES RECETTES UTILISENT QUELS INGRÉDIENTS CLÉS ?

| | Jagobiao, Philippines p. 21 | Cadix, Philippines p. 23 | Seberang Perai, Malaisie p. 25 |
|--|-----------------------------------|--------------------------------|---|
| UTILISATION DES SAVOIRS LOCAUX ET DES CONNAISSANCES EXTERNES | | | |
| 1 ^{er} ingrédient clé : Tenir des consultations participatives pour dresser un tableau complet de tous les facteurs affectant la collectivité | ● | ● | |
| 2 ^e ingrédient clé : Faire un suivi-évaluation participatif pour améliorer l'action et assurer la reddition de compte aux communautés | | ● | |
| 3 ^e ingrédient clé : Rechercher et appliquer des connaissances externes | | | |
| PARTENARIATS, PLATEFORMES ET RÉSEAUX | | | |
| 4 ^e ingrédient clé : Participer à des réseaux pour partager l'apprentissage et s'unir dans le plaidoyer pour le changement | | | |
| 5 ^e ingrédient clé : Forger des partenariats avec les acteurs locaux pour collaborer | | | ● |
| 6 ^e ingrédient clé : Créer des espaces pour négocier et parvenir à un accord pour une action cohérente | | | |
| SE CONCENTRER SUR « AVANCER D'UN PAS » | | | |
| 7 ^e ingrédient clé : Adopter une « approche paysagère » de l'évaluation des risques et des besoins | ● | | |
| 8 ^e ingrédient clé : Assurer l'appropriation par la communauté des activités aux étapes planification, mise en œuvre et apprentissage | ● | | |
| 9 ^e ingrédient clé : Coordonner les ressources et les capacités pour permettre la mise en œuvre de programmes durables et à long terme | ● | | |
| 10 ^e ingrédient clé : Établir une vision claire, partagée par l'ensemble des acteurs locaux | ● | | ● |
| 11 ^e ingrédient clé : Renforcer la résilience des options de moyens de subsistance plutôt que de simplement les restaurer ou les maintenir | ● | | |
| RESSOURCES POUR LA MISE EN ŒUVRE | | | |
| 12 ^e ingrédient clé : Établir des relations de financement à long terme avec des donateurs réceptifs | | | |
| 13 ^e ingrédient clé : Développer l'expertise pour diversifier le financement provenant des gouvernements, des bailleurs de fonds et des fondations | | | |
| STRUCTURES ET RÉGLEMENTATIONS | | | |
| 14 ^e ingrédient clé : Encourager les organisations locales à jouer un rôle moteur dans la planification des actions et dans la coordination de leur mise en œuvre | | ● | |
| 15 ^e ingrédient clé : Développer une compréhension et renforcer les relations avec les structures administratives locales | | ● | |
| 16 ^e ingrédient clé : Collaborer avec le gouvernement et d'autres institutions pour établir des structures et des règlements qui encouragent les actions intégrées et l'établissement de rapports | | | |
| 17 ^e ingrédient clé : Identifier et établir des liens entre les actions locales cohérente et les politiques et plans pertinents | | ● | |
| DEMANDE SOCIALE ET INFLUENCE POLITIQUE | | | |
| 18 ^e ingrédient clé : Faire entendre les voix locales par des activités de plaidoyer et de sensibilisation | ● | | |
| 19 ^e ingrédient clé : S'attaquer aux obstacles dans les structures législatives afin d'influencer le leadership politique et la reddition de comptes | | | |

| Mohmand et Bajaur, Pakistan p. 27 | Kitui et Makueni, Kenya p. 29 | Tshange, Zimbabwe p. 31 | Camara, Burundi p. 33 | Madina, Niger p. 35 | 12 sous-régions, Pérou p. 37 | Santiago, Chili p. 39 | Escuintla, Guatemala p. 41 |
|--------------------------------------|----------------------------------|----------------------------|--------------------------|------------------------|---------------------------------|--------------------------|-------------------------------|
| | ● | ● | | ● | ● | | |
| | | | | | | | ● |
| | | | ● | | | | |
| | | | | ● | | | |
| | | | | | ● | ● | ● |
| | | | ● | ● | | ● | |
| ● | | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | | | | | ● |
| ● | | ● | | ● | | | |
| ● | ● | | | | | | |
| | | ● | | | | | |
| | | | | ● | | | |
| | | | | | | | ● |
| | ● | | | | | | |
| | | | | | | | |
| | | | ● | | ● | | |
| | | ● | | | | ● | |

RECETTES DE COHÉRENCE - LES GRANDS CHEFS EN ACTION

Tous les ingrédients ne se retrouvent pas dans toutes les recettes ou ne sont pas utilisés par tous les chefs du monde! Il y a différents saveurs qui conviennent à différents endroits. Cela dépend de la nature de la communauté locale, des capacités et des ressources disponibles et de la nature de la gouvernance. Par exemple, lorsque des collègues d'une ONG camerounaise et d'une ONG népalaise ont comparé leurs travaux, ils ont constaté que les capacités des communautés locales et les structures de gouvernance au Népal étaient plus développées qu'au Cameroun et constituaient une base plus solide pour créer des moyens de subsistance résilients, ce qui signifie qu'ils pouvaient progresser plus rapidement avec les communautés et l'administration locale.

Ci-dessous nous abordons quelques exemples de différents types de contexte et les ingrédients clés susceptibles de s'appliquer. Ils ne sont pas exhaustifs, mais illustrent comment des contextes particuliers peuvent nécessiter des ingrédients clés particuliers.

Là où la cohésion et les capacités de la communauté sont faibles et où les gens peuvent avoir été poussés à la passivité par la pauvreté et les catastrophes, il est probable que la tenue de consultations participatives pour dresser un tableau complet de tous les facteurs affectant la communauté sera un point de départ important car cela aidera à rompre le cycle de la passivité et de la résignation. Il peut être important de créer des espaces pour négocier et parvenir à un accord en vue d'une action cohérente car, dans de telles situations, les gens ne sont pas souvent d'accord et l'action peut rencontrer de la résistance sans parvenir à un accord. En prenant des mesures cohérentes pour créer des moyens de subsistance durables, il peut être utile de commencer par une perspective « globale » pour garantir une « approche paysagère » de l'évaluation des risques, car cela garantit que les mesures correspondent aux priorités locales, ainsi que l'appropriation locale de la planification, la mise en œuvre et l'apprentissage pour un développement tenant compte des risques.

Lorsque la gouvernance locale est faible et que les ressources sont limitées, il peut être important d'encourager les organisations locales à jouer un rôle moteur dans la planification des actions et la coordination de leur mise en œuvre, car cela permet de remédier au manque de gouvernance locale. De même, il peut être important d'établir des relations de financement à long terme avec des donateurs réceptifs et de développer une expertise pour diversifier le financement provenant des gouvernements, des bailleurs de fonds et des fondations, car le manque de ressources institutionnelles est par ailleurs un obstacle majeur au progrès.

Là où la capacité gouvernementale est plus grande et où existent une planification et une législation plus favorables, le rôle des OSC peut se concentrer davantage sur la compréhension et le renforcement des relations avec les structures gouvernementales locales. Elles seraient alors en mesure de faire aussi entendre les voix locales par le biais d'activités de plaidoyer et de sensibilisation et d'éliminer les obstacles dans les structures législatives afin d'influencer le leadership politique et la reddition de compte. Ces ingrédients entrent en jeu, car même si les élus locaux peuvent être plus réceptifs, on constate souvent qu'elles ont une action limitée vis-à-vis des priorités et des connaissances locales, et que des mesures doivent être prises pour s'assurer que les voix locales sont entendues.

Les recettes suivantes ont été recueillies dans ce livre de recettes selon la méthode décrite à la page 4. Elles présentent une gamme de saveurs propres aux contextes et aux difficultés auxquels chaque chef est confronté. Chacun s'est appuyé sur des ingrédients clés particuliers pour faire de sa recette un succès dans le renforcement de la cohérence pour construire des moyens de subsistance résilients.

LES RECETTES



JAGOBIAO, PHILIPPINES

L'île de Cebu aux Philippines, réputée pour ses mangues délicieuses, est également le berceau d'une délicieuse recette de renforcement de la résilience cohérente au niveau communautaire. Les habitants de la communauté de Jagobiao, dans la ville de Mandaue, ont combiné des ingrédients clés tels qu'une « approche paysagère » de la RRC, par le biais d'une évaluation intégrée des risques en vue d'élaborer des plans d'action participatifs et une appropriation locale qui s'attaquent aux problèmes de développement local les plus urgents.

INGRÉDIENTS CLÉS



UTILISATION DES SAVOIRS LOCAUX ET DES CONNAISSANCES EXTERNES

- Tenir des consultations participatives pour brosseur un tableau complet de tous les facteurs affectant la collectivité



SE CONCENTRER SUR « AVANCER D'UN PAS »

- Adopter une « approche paysagère » de l'évaluation des risques et des besoins
- Assurer l'appropriation par la communauté des activités aux étapes planification, mise en œuvre et apprentissage
- Coordonner les ressources et les capacités pour permettre des programmes durables et à long terme
- Établir une vision claire, partagée par tous les acteurs locaux
- Renforcer la résilience des options de moyens de subsistance plutôt que de simplement les restaurer ou les maintenir



DEMANDE SOCIALE ET INFLUENCE POLITIQUE

- Faire entendre les voix locales par des activités de plaidoyer et de sensibilisation

La communauté de Jagobiao connaît depuis longtemps la marginalisation, née de la présence d'un sanatorium pour lépreux. Malgré sa croissance et l'arrivée de migrants économiques, la communauté souffre toujours de l'isolement et son développement rapide a entraîné des difficultés supplémentaires liées, entre autres, à une urbanisation non planifiée (en particulier dans les zones côtières), aux problèmes d'assainissement et d'hygiène, à l'insuffisance des moyens de subsistance et d'alternatives économiques. En outre, les tendances climatiques mondiales actuelles accroissent les risques liés aux aléas naturels et à la dégradation de l'environnement.

Avec l'aide de Partners for Resilience par l'intermédiaire de Cordaid, une ONGI basée aux Pays-Bas, les membres de la communauté ont travaillé de concert à une évaluation complète des risques, qui a pris en compte toutes les principales difficultés auxquelles la population était confrontée. Un large éventail d'acteurs locaux y a participé, notamment les associations de logement, l'Église, les coopératives, les entreprises du secteur privé, le village et les représentants des gouvernements municipaux et provinciaux; c'est un ingrédient clé pour développer une évaluation commencée au « purok » (le niveau le plus local d'un village/une communauté) et qui considère vraiment toutes les perspectives de risque. Cela a permis à la communauté de travailler selon une approche « globale » mais liée aux réalités locales et, grâce aux apports de différents experts, elle a reconnu que les projections climatiques et la mauvaise gestion de l'environnement augmentaient les menaces, en particulier en matière de gestion de l'eau et des déchets.

Les ressources et les capacités des différents groupes au sein de la communauté, de la ville et de la province ont été coordonnées afin d'élaborer un plan d'action efficace pour s'attaquer aux problèmes identifiés : les déchets s'accumulant dans les zones basses sont collectés et

vendus pour recyclage, et ce revenu local est utilisé à la gestion des fosses septiques communautaires pour une meilleure hygiène. Le plastique est également réutilisé pour le jardinage communautaire, où les bouteilles sont remplies de compost produit par les ménages et les légumes plantés pour l'usage de la communauté. L'accent mis sur la création de moyens de subsistance résilients est un ingrédient essentiel pour assurer une alimentation supplémentaire et une diversification des revenus en vue d'accroître le bien-être de la population.

Les acteurs locaux ont été impliqués dans le programme dès le début, et ils reconnaissent l'avantage de telles approches intégrées de la résilience : cela a renforcé l'appropriation du programme, ce qui permet la durabilité des activités du programme. Grâce à l'implication des membres de la communauté dans la sensibilisation et le plaidoyer auprès des échelons supérieurs du gouvernement, cette approche du renforcement de la résilience s'étend maintenant aux communautés voisines des villes de Mandaue et de Cebu; de plus son intégration dans les plans de développement des villages permet d'assurer la durabilité et les ressources disponibles.



Crédit photo : Catholic Organization for Relief and Development Aid (CORDAID)

CADIX, PHILIPPINES

Après le passage du typhon Haiyan sur la ville de Cadix, dans la province du Negros Occidental aux Philippines, en 2013, les communautés de cette région ont réalisé l'importance de relier la RRC, l'adaptation au changement climatique et le développement durable. Ils ont ensuite retroussé leurs manches et ont commencé à préparer un plan de cohérence unique, fait d'une évaluation complète de la réalité locale et de liens étroits avec les structures, politiques et plans de l'administration locale. Ils ont perfectionné leur recette grâce à un processus continu pour tirer les leçons des réussites et des difficultés en matière de renforcement cohérent de la résilience.

INGRÉDIENTS CLÉS



UTILISATION DES SAVOIRS LOCAUX ET DES CONNAISSANCES EXTERNES

- Tenir des consultations participatives pour broser un tableau complet de tous les facteurs affectant la collectivité
- Suivi et évaluation participatifs pour améliorer l'action et assurer la reddition de compte aux communautés



STRUCTURES ET RÉGLEMENTATIONS

- Encourager les organisations locales à jouer un rôle moteur dans la planification des actions et dans la coordination de leur mise en œuvre
- Développer une compréhension et renforcer les relations avec les structures administratives locales
- Identifier et établir des liens entre les actions locales cohérentes et les politiques et plans pertinents

Une catastrophe dévastatrice comme le typhon Haiyan a des conséquences terribles, mais elle permet aussi d'améliorer la résilience d'une communauté : La ville de Cadix était une ville où il y avait peu ou pas de collaboration en matière de RRC entre les départements, où il n'y avait non plus de plan local de gestion des risques de catastrophe et où le bureau de RRC de la ville ne fonctionnait pas efficacement. Les activités communautaires de renforcement de la résilience étaient limitées.

Tout en se remettant des conséquences du typhon Haiyan, la communauté, avec l'appui de Tearfund, a entamé un processus de planification participative pour élaborer un plan quinquennal de RRC et d'ACC. Elle a mobilisé les OSC locales, les agences gouvernementales et d'autres spécialistes techniques, et a débloqué l'accès aux mécanismes établis par le gouvernement pour les fonds locaux et nationaux de RRC permettant la mise en œuvre du plan. La participation effective de tous ces différents acteurs a été possible grâce à des relations positives avec l'administration locale et à la confiance mutuelle acquise au fil du temps grâce à des collaborations antérieures. Cette approche multipartite a accru l'adhésion et l'engagement à l'égard de la mise en œuvre des activités proposées.

Le plan comprenait des mesures visant à résoudre les problèmes au niveau des ménages, mais aussi au niveau institutionnel : il comprenait des mesures visant à accroître l'efficacité du Bureau de RRC de la ville, ainsi qu'à renforcer les capacités de RRC, à introduire des actions de RRC communautaires inclusives au niveau des villages et à intégrer davantage la RRC, l'ACC et les éléments du développement durable.

La création de structures dirigées localement pour superviser et diriger les activités du plan a été essentielle pour assurer sa mise en œuvre efficace et durable : elle a facilité la communication entre les élus locaux, les communautés et les OSC.

L'étroite collaboration entre les élus locaux et les OSC a permis aux autorités de se rendre compte que les OSC peuvent fournir des informations précieuses sur la situation locale : une fois que cela était clair, les élus locaux ont réagi plus positivement à l'interaction avec les OSC.

Il était clair dès le départ qu'un tel plan devait être lié à une planification et à des politiques plus larges, aux niveaux national et international. En conséquence, dès sa création, il a été aligné sur la RRC nationale, l'ACC et la législation en matière de développement, il a respecté les engagements de l'administration locale en matière de réduction de la pauvreté et a intégré les 4 priorités du Cadre de Sendai pour la RRC.

Apprendre et s'adapter à partir des succès et des difficultés antérieurs est un ingrédient essentiel. Un cadre de suivi, d'évaluation et d'apprentissage, élaboré deux ans après la création du plan, a permis d'évaluer son efficacité et d'améliorer les mécanismes existants pour poursuivre la collaboration, il a aussi donné aux parties prenantes le cadre pour rendre des comptes mutuels et tirer des leçons des expériences des autres.

Cadix et ses citoyens sont aujourd'hui plus résilients que jamais et leurs efforts ont été reconnus par le gouvernement national, qui a fait passer Cadix de la 114^e à la 27^e place de toutes les villes des Philippines sur une échelle de notation de la résilience, ceci grâce à son dynamisme économique, son efficacité, ses infrastructures et sa résilience.

SEBERANG PERAI, MALAISIE

L'élévation du niveau de la mer et l'augmentation des risques d'inondation ont incité les chefs cuisiniers locaux de la ville de Seberang Perai, en Malaisie, à mettre au point une recette de planification intégrée pour renforcer la durabilité et la résilience, parallèlement aux efforts humanitaires et aux interventions en cas de catastrophe. Un délicieux mélange de création de partenariats, de coordination entre les acteurs locaux et d'élaboration d'une stratégie multipartite pour l'avenir de la ville.

INGRÉDIENTS CLÉS



PARTENARIATS, PLATEFORMES ET RÉSEAUX

- Forger des partenariats avec les acteurs locaux pour collaborer



SE CONCENTRER SUR « AVANCER D'UN PAS »

- Établir une vision claire, partagée par l'ensemble des acteurs locaux



Crédit photo : Conseil municipal de Seberang Perai



Crédit photo : Conseil municipal de Seberang Perai

Seberang Perai est l'une des plus grandes villes de Malaisie, elle s'étend le long de la côte de l'état de Penang. Les conséquences du changement climatique sont de plus en plus visibles pour les habitants de cette ville située au niveau de la mer et sujette aux inondations dues à de forts raz-de-marée. Malgré sa tendance à la croissance et au développement, les autorités locales se heurtent encore à de nombreuses limites dans la lutte contre ces problèmes. Des phénomènes météorologiques extrêmes, comme le typhon Damrey en 2017, ont fait prendre conscience de la nécessité de prendre des mesures.

Le conseil municipal, responsable de la gouvernance de la ville, a décidé d'adopter une approche participative du renforcement de la résilience et s'est engagé avec différents groupes d'acteurs locaux à travailler à la réalisation de la RRC, de l'ACC et d'objectifs de développement (tels que devenir une ville à faibles émissions de carbone, une ville inclusive et une ville « intelligente », entre autres). Les investissements de RRC ont été canalisés par le biais d'une planification globale, et cet alignement politique a permis la création d'un plan de gestion des catastrophes qui a comblé un vide existant dans cette législation entre le niveau local et le niveau national.

Les acteurs locaux ont travaillé ensemble à l'élaboration d'une stratégie commune pour l'avenir de Seberang Perai, qui vise à tracer la voie pour qu'elle devienne une ville véritablement durable. Ce modèle de partenariat (le « Partenariat inclusif de Seberang ») a contribué à intégrer les programmes mondiaux au niveau local et à mieux faire comprendre aux citoyens la nécessité d'un alignement et d'une cohérence politiques. L'élément essentiel de ce modèle de partenariat est son « inclusivité étendue » des groupes locaux qui va des citoyens et des autorités locales de la ville jusqu'aux universitaires, aux propriétaires d'entreprises et autres acteurs du secteur privé, et aux ONG.

Cette vision participative de l'avenir de Seberang Perai débouche sur une ville qui deviendra plus verte (en améliorant les actions de protection de l'environnement), plus résiliente (par des initiatives de RRC et une gouvernance transparente et inclusive) et plus compétitive (en favorisant le développement économique local pour la croissance économique du niveau local).

MOHMAND ET BAJAUR, PAKISTAN

Cette recette vient des hautes terres du Khyber Pakhtunkhwa, dans le nord-ouest du Pakistan, et réunit les saveurs distinctes du renforcement des moyens de subsistance et de la résilience dans une réalité complexe d'aléas naturels, de difficultés post-conflit et de piètres systèmes de gouvernance.

INGRÉDIENTS CLÉS



SE CONCENTRER SUR « AVANCER D'UN PAS »

- Adopter une « approche paysagère » de l'évaluation des risques et des besoins
- Renforcer la résilience des options de moyens de subsistance plutôt que de simplement les restaurer ou les maintenir



RESSOURCES POUR LA MISE EN ŒUVRE

- Établir des relations à long terme avec des donateurs réceptifs

Les districts de Mohmand et de Bajaur sont touchés par des conflits qui affectent la région depuis 2007 : la région accueille désormais un grand nombre de populations déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI), et des organisations nationales et internationales apportent depuis quelques années un soutien humanitaire et de relèvement pour la stabilisation de cette région. La situation géographique de cette région expose les communautés aux risques de glissements de terrain, d'inondations soudaines, de tremblements de terre et de sécheresse.

La faiblesse des mécanismes institutionnels aux niveaux local et infranational a entravé les efforts visant à s'attaquer efficacement aux difficultés du relèvement post-conflit et des risques naturels. Les plans de RRC et d'ACC ne sont pas mis en œuvre efficacement et ne tiennent pas compte des besoins particuliers des PDI. Afin de soutenir le travail de l'administration locale, une ONG locale, HJJRA - en partenariat avec le Programme alimentaire mondial de l'ONU (PAM) et la Coopération suisse au développement (SDC) - a conçu un projet visant à renforcer la résilience locale en accord avec les priorités de développement et les programmes de RRC du pays. La relation de longue date que HJJRA entretient avec le PAM et la DDC est essentielle pour obtenir le partenariat et le financement nécessaires à la poursuite du projet.

Dans le cadre du projet, un groupe de travail sur la résilience a été créé, composé de différents acteurs locaux des secteurs de l'humanitaire et du développement, afin de partager des données et des informations et de planifier conjointement. La formation en matière d'intervention en cas de catastrophe et de crise a été une activité essentielle du groupe, qui a organisé des exercices de simulation pour permettre aux bénévoles communautaires de développer leurs compétences.

L'accent mis sur les moyens de subsistance et les activités de développement, qui s'étendent à tous les secteurs, est un élément essentiel du renforcement de la résilience intégrée. Le projet a collaboré, avec le Département des forêts et de l'agriculture du district, pour développer des activités de plantation communautaire et création de pépinières, de vergers et de reboisement. Il a également collaboré avec le Département des travaux publics du district pour des activités telles que la construction de points d'eau, de canaux et de voies d'évacuation. Le Département de l'irrigation du district a également collaboré à certaines activités liées à la construction de murs de protection et de structures de collecte de l'eau. Une initiative pour des écoles plus sûres a également été élaborée avec la participation du Bureau de l'éducation du district, des départements de la Protection civile et de l'Administration politique.

Ce large partenariat a été essentiel au succès du Groupe de travail sur la résilience, qui tient maintenant des séances conjointes de planification et d'évaluation avec des représentants des administrations locales et des ONG locales et internationales. Il a également contribué à intégrer les capacités de RRC au niveau communautaire en mettant en œuvre un modèle efficace de GRCBC dans ses activités. Plus généralement, les capacités institutionnelles de gestion des risques de catastrophe ont été renforcées et aident les districts à devenir plus résilients.

KITUI ET MAKUENI, KENYA

La résilience locale dans l'est du Kenya est un plat à cuisson lente, où les changements législatifs, le développement de structures et de mécanismes, et les partenariats à long terme sont mélangés et laissés au repos pour améliorer l'homogénéité. Il en résulte des plans locaux de résilience au changement climatique, des réglementations sur le changement climatique au niveau des comtés, une hiérarchisation des besoins des communautés et l'allocation de ressources à l'action climatique.

INGRÉDIENTS CLÉS



UTILISATION DES SAVOIRS LOCAUX ET DES CONNAISSANCES EXTERNES

- Tenir des consultations participatives pour brosser un tableau complet de tous les facteurs affectant la collectivité



RESSOURCES POUR LA MISE EN ŒUVRE

- Établir des relations à long terme avec des donateurs réceptifs



STRUCTURES ET RÉGLEMENTATIONS

- Collaborer avec le gouvernement et d'autres institutions pour établir des structures et des règlements qui encouragent les actions intégrées et l'établissement de rapports



Crédit photo : Anglican Development Services Eastern (ADSE)

Les régions de Kitui et de Makueni, dans l'est du Kenya, sont soumises au changement et à la variabilité climatiques, qui créent des problèmes tels que la réduction des précipitations et l'augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes, affectant l'agriculture et les moyens de subsistance. Le développement des communautés est entravé par de telles difficultés, qui ne sont pas facilement prises en compte par le gouvernement, en raison de l'insuffisance des ressources (à ce jour, seulement 27% des projets d'action pour le climat ont reçu un financement du comté) et des efforts nécessaires pour établir des réglementations et des structures de gouvernance, à savoir le temps, la formation et un engagement fort des parties prenantes sont tous essentiels pour le développement d'une législation efficace en matière de changement climatique.

Anglican Development Services Eastern (ADSE) a décidé de relever ces défis et de collaborer avec les gouvernements des comtés pour la mise en place de réglementations portant sur le changement climatique et établir des politiques de gouvernance dans ce domaine qui donnent la priorité aux besoins des communautés. Ces politiques incluent une meilleure mobilisation des ressources pour l'action climatique, grâce à l'allocation autorisée de 1% du budget du comté pour les projets sur le changement climatique et l'adaptation. La nouvelle législation a également ordonné la mise en place de structures telles que le Comité de pilotage sur le changement climatique, le Conseil d'administration du Fonds et les Comités techniques et de quartier, afin de déléguer la prise de décision et le fonctionnement du financement pour le changement climatique.

L'évaluation de la vulnérabilité climatique locale est à la base du bon fonctionnement de ce mécanisme décisionnel : une approche multisectorielle et intégrée est utilisée afin que les acteurs du développement disposent d'une structure fiable pour mobiliser et utiliser les ressources avec efficacité et efficience.

L'investissement considérable en temps, en efforts pour assurer l'engagement et en formation des parties prenantes a porté ses fruits, et a été un élément clé pour faire en sorte que les divers acteurs soient pleinement mobilisés et les ressources effectivement allouées.

L'ADSE a également obtenu des fonds de démarrage d'agences de coopération internationale pour l'adaptation et le renforcement de la résilience qui sont venus compléter l'allocation de 1% du budget du comté. L'accès à des ressources suffisantes est un facteur essentiel de succès, et l'ADSE continue de le poursuivre. Parmi les projets communautaires dont la mise en œuvre est actuellement financée, le barrage en terre de Mikuyuni et le barrage de sable de Kwa Kilii ont prouvé que les actions intégrées de résilience permettent d'améliorer la production agricole en compensant par l'irrigation la réduction des précipitations.

Tout le travail des OSC est axé sur la compréhension des besoins, des connaissances et de l'action des communautés locales.

TSHANGE, ZIMBABWE

Les habitants de Tshange, au Zimbabwe, vous apportent un plat de renforcement cohérent de la résilience à deux niveaux, qui combine les groupes d'entraide et le financement communautaire pour un équilibre parfait de collaboration, de formation et de génération conjointe de ressources : des réseaux au niveau local travaillant au mieux pour permettre une action intégrée visant à renforcer la résilience locale.



Crédit photo : Ntengwe for Community Development



Crédit photo : Ntengwe for Community Development

INGRÉDIENTS CLÉS



UTILISATION DES SAVOIRS LOCAUX ET DES CONNAISSANCES EXTERNES

- Tenir des consultations participatives pour brosser un tableau complet de tous les facteurs affectant la collectivité



SE CONCENTRER SUR « AVANCER D'UN PAS »

- Renforcer la résilience des options de moyens de subsistance plutôt que de simplement les restaurer ou les maintenir



RESSOURCES POUR LA MISE EN ŒUVRE

- Développer l'expertise pour diversifier le financement provenant des gouvernements, des bailleurs de fonds et des fondations



DEMANDE SOCIALE ET INFLUENCE POLITIQUE

- S'attaquer aux obstacles dans les structures législatives afin d'influencer le leadership politique et la reddition de comptes

Tshange est une zone périurbaine du Zimbabwe, non loin du paysage luxuriant des chutes Victoria. Ici, les moyens de subsistance dépendent principalement de l'agriculture pluviale, du jardinage saisonnier, de l'exploitation minière et du tourisme. Alors que la plupart des travailleurs masculins sont actifs dans l'exploitation minière et le tourisme, les femmes s'occupent des cultures alimentaires et saisonnières, elles sont donc les plus touchées par l'impact du changement climatique : le changement climatique rend les précipitations plus irrégulières, augmentant ainsi le risque de sécheresse et d'inondations. D'autres conditions sous-jacentes, telles qu'un pouvoir socio-économique plus faible et un accès limité à l'épargne et aux ressources, poussent les femmes vers des niveaux accrus de pauvreté.

L'organisation locale « Ntengwe for Community Development » a travaillé pour résoudre ces problèmes. D'une part, elle a créé un Fonds de résilience communautaire (FRC), qui soutient le leadership des femmes dans la création de réseaux de plaidoyer en faveur de changements dans les politiques de RRC et de changement climatique; d'autre part, elle a créé un groupe d'entraide (GE) qui soutient le développement économique et social des femmes. La combinaison de ces deux structures a débouché sur un dialogue entre les groupes locaux de femmes, renforçant ainsi leurs capacités d'interaction dans les domaines de l'ACC et de la RRC.

Les femmes sont engagées dans la cartographie participative des risques et la planification de l'action, avec la participation de tous les autres groupes, y compris les dirigeants communautaires, les praticiens et les responsables gouvernementaux. Cet exercice aide les groupes à tirer parti des connaissances locales et à mieux comprendre la mise en œuvre locale des cadres mondiaux d'ACC, de RRC et de développement durable, ainsi que de la Stratégie nationale de réponse au changement climatique. Les résultats de ces activités sont partagés avec le gouvernement local qui est alors en mesure de mieux informer les niveaux supérieurs sur les questions locales.

Le programme implique des acteurs à tous les niveaux, du local au national. Les actions locales vont depuis des productions agricoles résistantes à la sécheresse jusqu'à des ateliers de pisciculture biologique et de lutte contre les ravageurs qui attaquent les cultures arables, en passant par la sensibilisation aux questions sanitaires. La structure combinée du FRC et des GE est intégrée à différents niveaux de gouvernance. Des représentants de divers GE au niveau des villages travaillent ensemble sur des questions importantes pour la vie quotidienne de leur communauté (par exemple, l'établissement d'un jardin d'irrigation pour l'horticulture biologique, la pêche et l'élevage de poulets).

Le partage des connaissances et des compétences entre les différents acteurs au niveau des districts et au niveau national permet à ces groupes d'influencer l'élaboration des politiques dans des domaines qui vont de l'ACC et de la RRC aux questions de développement plus larges (y compris l'agriculture, la foresterie et la gestion environnementale). L'établissement de partenariats sur les politiques de RRC, conclus avec des représentants gouvernementaux, a permis d'accroître les ressources disponibles pour les mesures de résilience. Un obstacle majeur est celui de la limitation des ressources liée à la situation économique du pays. Il s'est également avéré difficile d'amener les décideurs politiques à collaborer activement avec les femmes leaders au niveau local pour l'élaboration des politiques et l'action. Les ressources limitées et la réticence des décideurs à collaborer activement avec les femmes à l'échelon local continuent d'être des obstacles majeurs auxquels Ntengwe continue de s'attaquer, en ayant pour objectif de créer une stratégie de cohérence horizontale et verticale qui puisse financer le renforcement continu de la résilience.

CAMARA, BURUNDI

Cette recette vient des collines verdoyantes du Burundi, et décrit comment faire un délicieux plat de cohérence avec le bon mélange de connaissances et d'expertise externes, de plaidoyer local, et l'utilisation de plateformes et réseaux.

INGRÉDIENTS CLÉS



UTILISATION DES SAVOIRS LOCAUX ET DES CONNAISSANCES EXTERNES

- Rechercher et appliquer des connaissances externes



PARTENARIATS, PLATEFORMES ET RÉSEAUX

- Créer des espaces pour négocier et parvenir à un accord pour une action cohérente



DEMANDE SOCIALE ET INFLUENCE POLITIQUE

- Faire entendre les voix locales par des activités de plaidoyer et de sensibilisation



Crédit photo : Association for Reconciliation and Development through English (ARDE)

Les habitants de Camara, dans la partie nord de Bujumbura, capitale du Burundi, sont régulièrement touchés par les inondations : les fortes pluies en sont l'une des causes, mais la mauvaise construction des conduites d'eau domestiques, l'emplacement des maisons dans les zones basses le long du fleuve et l'extraction continue de sable et de cailloux jouent un rôle clé dans l'intensification des impacts des précipitations.

Le lien entre le risque de catastrophe et le mauvais développement était très clair pour l'OSC locale ARDE, qui a pris conscience que la plupart des membres de la communauté n'avaient pas la même compréhension des causes de ces inondations : une explication habituelle de la destruction causée par cette catastrophe est que c'est un châtement divin. En outre, le fait que les ressources financières et humaines pour la protection contre les inondations et le relèvement sont limitées pousse la population de ces régions vers une pauvreté croissante.

ARDE a compris que le savoir est un élément essentiel à la résilience de la communauté et en a fait un ingrédient clé de cette recette. La sensibilisation des membres de la communauté aux causes de la catastrophe et à leur lien avec les mauvaises pratiques de développement a été l'une des activités menées par ARDE, en faisant appel à des connaissances et des compétences externes : une série de réunions communautaires a été lancée, avec les groupes et structures existants, notamment le club d'anglais, les groupes lycéens et l'association locale des femmes.

Les réunions avaient été organisées pour aboutir à la mise en place d'une plateforme de dialogue et de collaboration continue pour promouvoir la résilience et le développement inclusif dans la communauté : celle-ci a associé des membres de différents groupes de la communauté, ainsi que des représentants des gouvernements locaux. Dans le cadre des réunions de la plateforme, la communauté a collaboré à des évaluations des risques, des activités de reboisement et de protection de l'environnement, ainsi qu'à des formations sur les alertes précoces en cas d'inondation. Certains membres du groupe se sont également concentrés sur la recherche de financements supplémentaires pour venir en aide aux victimes des inondations et en apprendre davantage sur les actions de promotion du développement durable dans la région. Les membres de la communauté participant à la plateforme ont été encouragés à travailler sur un plan d'action conjoint pour s'attaquer aux causes profondes des inondations. Grâce à une meilleure compréhension des risques, la communauté a pu exercer une pression sur les autorités locales pour qu'elles exigent des changements dans les pratiques actuelles de développement.

Ces activités ont permis d'améliorer la prestation de services par les autorités locales et de mettre en place des activités de soutien mutuel pour la prévention et la gestion des inondations. Les questions liées à la réduction des risques ont sensibilisé la population et influencé l'approche du gouvernement local en matière de réduction des risques de catastrophe et de développement durable.

MADINA, NIGER

La région désertique entourant Madina, au Niger, n'a pas empêché les membres de sa communauté de créer un savoureux plat de systèmes d'alerte précoce et de cartographie communautaire de la RRC qui augmentent les moyens de subsistance résilients et le développement cohérent dans la région.

INGRÉDIENTS CLÉS



UTILISATION DES SAVOIRS LOCAUX ET DES CONNAISSANCES EXTERNES

- Tenir des consultations participatives pour brosser un tableau complet de tous les facteurs affectant la collectivité



PARTENARIATS, PLATEFORMES ET RÉSEAUX

- Participer à des réseaux pour partager l'apprentissage et s'unir dans le plaidoyer pour le changement
- Créer des espaces pour négocier et parvenir à un accord pour une action cohérente



SE CONCENTRER SUR « AVANCER D'UN PAS »

- Renforcer la résilience des options de moyens de subsistance plutôt que de simplement les restaurer ou les maintenir



STRUCTURES ET RÉGLEMENTATIONS

- Encourager les organisations locales à jouer un rôle moteur dans la planification des actions et dans la coordination de leur mise en œuvre

Les membres de la communauté de Madina, dans la région du Sahel au Niger, sont pour la plupart des agriculteurs qui dépendent des précipitations pour leur agriculture. Les sécheresses récurrentes qui affectent la région, autrefois connue sous le nom de « grenier à blé » du Niger, ont entraîné une augmentation des mauvaises récoltes, de la faim, de la pauvreté et de la malnutrition : tout cela a provoqué une vague d'émigration des jeunes, qui a entraîné une perte de main-d'œuvre dans la communauté. En outre, le changement climatique suscite de plus en plus de conditions climatiques extrêmes, entraînant des inondations occasionnelles et la dégradation des sols.

Il est essentiel de renforcer la résilience de manière cohérente pour améliorer le bien-être de Madina et faire en sorte que les efforts de développement soient durables dans le temps. Le projet BRACED/SUR1M a été élaboré pour soutenir l'organisation de groupes communautaires d'alerte précoce et de RRC. Pour le bon fonctionnement du système local d'alerte précoce (SAP), les connaissances locales ont joué un rôle essentiel dans l'élaboration des alertes et des plans d'intervention : les informations sur les menaces sont tirées des données sur la vulnérabilité, recueillies par les ménages, qui sont envoyées à la municipalité locale pour intégration dans le SAP institutionnel. Le groupe communautaire de RRC se concentre sur les activités de RRC et d'adaptation au changement climatique, notamment l'identification de cultures résistantes à la sécheresse, des mesures de contrôle de l'érosion des sols, des formations à l'agriculture de conservation et des actions de sécurité routière : l'approche holistique que le groupe a adoptée pour répondre à ses risques et menaces était motivée par la nécessité de mettre l'accent sur le renforcement de moyens de subsistance résilients. Ce groupe élabore des plans d'action

participatifs, qui sont partagés au sein du village et avec les membres de la communauté qui ont émigré à la recherche d'un soutien financier. Le groupe d'alerte précoce est composé de personnes de Madina et de cinq autres villages voisins et se réunit tous les mois pour échanger des informations sur l'état des risques dans les secteurs vulnérables identifiés (sécurité alimentaire, santé du bétail, prix du marché, etc.). Grâce à l'inclusion d'un large éventail de parties prenantes qui collaborent toutes au sein de ce groupe, cette structure communautaire a été intégrée dans la structure institutionnelle du gouvernement : les informations sont envoyées aux autorités locales, qui les transmettent ensuite à la structure nationale d'alerte rapide, pour information et action.

Ces groupes communautaires ont été créés dans le cadre du projet BRACED, mais leur appropriation a été entièrement transmise aux membres de la communauté : l'appropriation locale est un élément clé pour maintenir la participation et l'engagement dans la mise en œuvre du plan d'action. La collaboration avec les diverses parties prenantes a été un défi, surtout pour ce qui a trait à l'inclusion de représentants des administrations locales; cependant, des efforts continus pour élargir la collaboration sont essentiels au maintien des groupes communautaires.

12 SOUS-RÉGIONS, PÉROU

Des communautés de tout le Pérou vous présentent « GRIDES », une recette pour le renforcement de la résilience aux niveaux local et infranational qui favorise l'intégration et la décentralisation de la RRC et de l'ACC. S'appuyant sur une base solide de compréhension des réalités locales et de création de partenariats forts, les GRIDES sont parfaits pour formuler des politiques et des plans au niveau communautaire, et influencer la législation nationale sur la RRC.

INGRÉDIENTS CLÉS



UTILISATION DES SAVOIRS LOCAUX ET DES CONNAISSANCES EXTERNES

- Tenir des consultations participatives pour brosser un tableau complet de tous les facteurs affectant la collectivité



PARTENARIATS, PLATEFORMES ET RÉSEAUX

- Forger des partenariats avec les acteurs locaux pour collaborer



DEMANDE SOCIALE ET INFLUENCE POLITIQUE

- Faire entendre les voix locales par des activités de plaidoyer et de sensibilisation

Dans un pays où 70 % de la population vit le long de la côte et où les tremblements de terre, les inondations et les avalanches sont presque quotidiens, des politiques efficaces de RRC sont essentielles. Leur intégration dans des politiques de développement plus larges est d'autant plus indispensable qu'environ 30 % de la même population a accès à des logements bien construits; le reste de la population vit dans des établissements informels, dont la fragilité ajoute à ce tableau déjà dangereux.

L'impact dévastateur du tremblement de terre de 2007 a donné lieu à des débats publics et à des initiatives pour améliorer les politiques de prévention des catastrophes, initiatives qui n'étaient pas au cœur de la législation nationale péruvienne, laquelle portait essentiellement sur la préparation et la réponse. C'est alors que les réseaux existants de RRC et d'ACC, connus localement sous le nom de GRIDES (groupes de promotion de la gestion des risques et de l'adaptation au changement climatique), ont commencé à étendre leurs fonctions. Les GRIDES rassemblent des élus locaux, ONG, universitaires, dirigeants communautaires et syndicats : différents types d'acteurs, couvrant un large éventail de connaissances et d'expertise. Initialement mis en place par un groupe d'ONG, les GRIDES ont été reconnus et rapidement étendus à de nombreuses localités du Pérou.

Les GRIDES ont commencé à être actifs dans le plaidoyer, la recherche participative et l'apprentissage par les pairs : plusieurs groupes ont décidé d'unir leurs forces et ont créé une Table ronde nationale pour lutter contre la pauvreté, cette table ronde a collaboré à diverses initiatives pour traiter les difficultés du développement et qui a contribué à la création de politiques nationales pour aborder la RRC, l'ACC et la gouvernance inclusive et participative.

L'un des éléments clés de ces groupes est leur souplesse, qui a permis à chaque GRIDES de s'adapter aux différents contextes locaux. Bien qu'étant avant tout des réseaux d'influence sur les politiques, ils ont, dans certaines régions, assumé le rôle de groupes consultatifs auprès des gouvernements régionaux; dans d'autres, ils se sont employés à promouvoir la participation des organisations populaires, à les mobiliser et à utiliser les consultations communautaires pour élaborer des plans de GRC communautaires.

Au fur et à mesure de la croissance des groupes, de plus en plus de réseaux et d'institutions de la société civile s'en sont joints. Il y a maintenant des GRIDES dans 12 régions avec la participation de plus de 200 institutions. Nombre d'entre eux sont souvent invités par le Congrès national pour contribuer à l'élaboration de lois et de politiques de développement, ou pour débattre de questions liées à la protection de l'environnement et à la gestion des risques.

La persévérance et l'engagement des GRIDES les ont amenés à élargir leur rôle initial dans la formation, à développer leur rôle d'influence sur la politique nationale ainsi qu'à renforcer la gouvernance décentralisée de la GRC, la mobilisation locale et les larges partenariats entre les communautés, la société civile, les universités et le gouvernement.

SANTIAGO, CHILI

Cette recette fondée sur des partenariats vient du Chili, pays andin où les gens doivent faire face aux changements climatiques et aux risques naturels dans un environnement géographiquement ingrat. Vous trouverez ici une recette pour renforcer la gouvernance municipale en matière de RRC et de changement climatique comme on le fait à Santiago, la capitale du Chili.

INGRÉDIENTS CLÉS



PARTENARIATS, PLATEFORMES ET RÉSEAUX

- Forger des partenariats avec les acteurs locaux pour collaborer
- Créer des espaces pour négocier et parvenir à un accord pour une action cohérente



DEMANDE SOCIALE ET INFLUENCE POLITIQUE

- S'attaquer aux obstacles dans les structures législatives afin d'influencer le leadership politique et la reddition de comptes



Crédit photo : ADAPT Chili

La géographie du Chili fait peser de graves menaces sur la population du pays, qui gère des risques récurrents liés aux aléas naturels. Étant donné l'augmentation de niveau des menaces due au changement climatique, il devient indispensable de renforcer la résilience des communautés locales pour leur assurer un développement durable. Dans un pays qui s'étend sur plus de 4000 km du nord au sud, la décentralisation des responsabilités en matière de RRC est fondamentale et les municipalités sont les premières institutions qui répondent aux catastrophes et travaillent directement avec les communautés locales à la prévention des catastrophes.

Alors que la municipalité s'est surtout concentrée sur la réponse aux catastrophes, un projet conçu par ADAPT Chile et l'Université du Chili visait à réorienter les institutions locales vers la résilience. De nombreuses municipalités commencent à travailler sur la prévention, la préparation et le relèvement, mais des liens plus étroits sont nécessaires entre les échelles nationale et locale pour une mise en œuvre efficace.

Financé par le Fonds canadien d'initiatives locales, le projet avait pour objectif de renforcer la gestion municipale en fournissant des informations techniques aux institutions locales des régions de Santiago et de Los Lagos et en améliorant les relations entre les différentes institutions locales et nationales afin de créer des synergies permettant d'améliorer la préparation et la réponse aux menaces climatiques. Pour mieux influencer l'élaboration des politiques, le projet s'est concentré sur la création de cadres institutionnels qui contribueraient aux discussions autour d'un projet de loi sur l'urgence nationale et la protection civile : des entretiens semi-structurés et des discussions de groupe avec des acteurs municipaux, des universitaires, des gouvernements régionaux et des

OSC ont servi de base pour développer ce cadre qui a été partagé avec le Groupe Changement climatique au Congrès national. Dans le même temps, des acteurs ont été réunis au niveau local pour renforcer la gestion locale des risques par le biais de dialogues science-politique-communauté, qui ont servi de canaux de communication et de coopération entre les différentes parties prenantes. La nature ouverte et participative de ces dialogues a favorisé la création de propositions concertées pour des actions de GRC locales reposant sur la culture, les valeurs et les besoins locaux.

Grâce à la coordination et aux partenariats ainsi créés, les municipalités de tout le pays ont créé le Réseau chilien des municipalités pour l'action climatique, qui a réussi à faire de l'intégration de la RRC une question centrale dans de nombreuses administrations locales. La RRC et l'ACC sont maintenant beaucoup mieux intégrées dans les plans locaux, et les municipalités assument la responsabilité d'intégrer la question des risques dans leurs plans d'action locaux pour le climat : la planification stratégique participative est utilisée pour fournir un cadre général à l'action climatique et la réduction de la vulnérabilité.

La participation de tous les acteurs concernés par la RRC et les changements climatiques aux niveaux local et national a débouché sur un dialogue riche et a facilité l'échange de connaissances et d'informations essentielles, le renforcement des institutions de gestion des risques et le renforcement des capacités municipales. Cet engagement à grande échelle des acteurs nationaux et locaux, reflet à la fois des progrès et des lacunes à combler pour accroître la résilience et la capacité d'adaptation locales, a été un facteur clé de succès pour renforcer la résilience locale et nationale.

ESCUINTLA, GUATEMALA

Cette recette vient de la région du centre-sud du Guatemala, où des volcans dominent le paysage. Elle présente un mélange parfait d'intervention de réponse aux catastrophes et d'actions en faveur du développement économique, mêlé à la participation et à la collaboration des collectivités dans tous les secteurs de la société. C'est une recette pour le relèvement après une catastrophe qui garde un œil sur l'intégration des politiques et des solutions à long terme.

INGRÉDIENTS CLÉS



UTILISATION DES SAVOIRS LOCAUX ET DES CONNAISSANCES EXTERNES

- Faire un suivi-évaluation participatif pour améliorer l'action et assurer la reddition de compte aux communautés



PARTENARIATS, PLATEFORMES ET RÉSEAUX

- Forger des partenariats avec les acteurs locaux pour collaborer



SE CONCENTRER SUR « AVANCER D'UN PAS »

- Établir une vision claire, partagée par l'ensemble des acteurs locaux



STRUCTURES ET RÉGLEMENTATIONS

- Développer une compréhension et renforcer les relations avec les structures administratives locales



Crédit photo : COCIGER

Le 3 juin 2018, la population guatémaltèque a été frappée par la nouvelle de l'éruption du volcan Fuego. Malgré les avertissements et la préparation, la catastrophe a causé la perte de plus de 300 vies et touché des milliers de foyers dans trois départements différents. Plus de 10 000 personnes ont été évacuées vers des hôtels et des hébergements dans les villes d'Escuintla et Alotenango.

Un groupe d'organisations locales a relevé le défi de répondre à l'urgence d'une manière intégrée, en concevant des solutions qui auraient un impact durable sur la population affectée. Le groupe s'est concentré sur la communauté de La Trinidad, dans le département d'Escuintla. Il a commencé par rassembler les membres de la communauté, les autorités locales, les établissements d'enseignement, les entreprises et les autres acteurs locaux pour discuter avec eux des mesures à prendre et de la manière de les mettre en œuvre.

Le groupe a décidé d'axer les efforts de relèvement sur des actions qui stimuleraient l'économie locale dans un court laps de temps : des ONG locales se sont associées à des instituts professionnels, des entreprises et des autorités locales pour dispenser, aux populations touchées, qui ont dû quitter leur milieu rural pour les zones urbaines, des formations sur des compétences professionnelles (telles que cuisine, menuiserie, coiffure) aux populations touchées, qui ont dû quitter leur milieu rural pour les zones urbaines. Des hommes, des femmes et des jeunes ont participé à ces formations, et des dispositions spéciales ont été prises pour s'assurer que les femmes ayant de jeunes enfants soient en mesure d'assister pleinement à ces formations : un espace garderie a été créé sous la coordination d'un psychologue qui a aidé les enfants à faire face au traumatisme.

Chaque acteur impliqué dans le projet a apporté ses connaissances et son expertise personnelles : par exemple, des entreprises et des écoles professionnelles ont fourni les formateurs expérimentés, et l'administration locale a soutenu la mise en œuvre des activités en fournissant des ressources. Il en est résulté un renforcement des partenariats entre les différents acteurs locaux et une stratégie d'action claire et partagée.

Trois mois après le début du projet, les membres de la communauté ont pu s'intégrer dans l'économie locale et avaient commencé à tirer un revenu grâce des nouvelles compétences acquises dans le cadre du programme de formation.

La catastrophe provoquée par l'éruption volcanique a mis en évidence l'écart entre les capacités locales et nationales. La capacité des acteurs institutionnels à réagir efficacement n'était pas pleinement liée aux besoins et aux réalités des communautés touchées au niveau local. Ce projet a été l'occasion pour le gouvernement et la société civile de reconnaître la valeur de chacun et le rôle unique que jouent les OSC et les dirigeants locaux dans l'élaboration de stratégies d'intervention et de relèvement en cas de catastrophe qui placent les ménages et les individus au centre.

 www.gndr.org

 projects@gndr.org

 [@globalnetworkdr](https://twitter.com/globalnetworkdr)

 [GNDR.org](https://www.facebook.com/GNDR.org)  [GNDRorg](https://www.youtube.com/GNDRorg)

Commandé par



Cette publication est rendue possible grâce au soutien de la Coopération allemande. Le contenu de cette publication relève de la seule responsabilité de GNDR et ne reflète pas nécessairement les opinions de la Coopération allemande.